

Commentaire sur le marché

A six semaines d'un probable «Brexit» dur, la nervosité augmente encore parmi les acteurs économiques. De son côté, la Suisse a pris des mesures préventives pour parer à toute éventualité et a conclu un accord commercial avec la Grande-Bretagne.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

L'indicateur du commerce mondial fléchit

Indice des taux du fret maritime des matières premières



Source: Bloomberg

Les taux de fret pour les produits en vrac comme le minerai de fer ou le charbon ont chuté de 2/3 le dernier semestre: la demande des marchés émergents a baissé et l'économie mondiale a ralenti.



GROS PLAN

Excellente situation financière fédérale

Le budget fédéral s'achève de nouveau avec un excédent bien supérieur aux prévisions. Pour 2018, un plus de 2,9 milliards au lieu de 0,3. Malgré des dépenses en hausse constante, le ministre des finances prévoit de même, les années à venir aussi.

20 années de politique monétaire non conventionnelle

Le 12 février 1999, la Bank of Japan a abaissé le taux directeur pour la première fois à 0%. D'autres «innovations» ont suivi: l'achat d'obligations d'Etat et le contrôle des taux. Une fin de l'expérimentation en politique monétaire n'est pas en vue.



LE PROGRAMME

Lundi 18 février 2019

Les bourses aux USA ferment pour le «Washington's Birthday». Le jour férié national est fêté depuis les années 1970 en l'honneur de tous les présidents américains et c'est d'ailleurs pourquoi, il s'appelle aussi «Presidents' Day».

La Suisse prend les devants du «Brexit»: Le temps s'écoule inéluctablement. Entre-temps, il ne reste plus que six semaines jusqu'à la sortie effectivement prévue de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE) le 29 mars. Mais le premier ministre britannique Theresa May se trouve de toute évidence dans une impasse. L'UE n'est pas prête à procéder à des négociations ultérieures de l'accord sur le «Brexit». Et les fronts se sont durcis dans les propres rangs, un consensus n'est pas en vue. On n'arrive pas à s'entendre sur le «Backstop», la solution de rattrapage au cas où on ne pourrait trouver aucun nouvel accord commercial avec l'UE. Il n'est donc pas étonnant que les acteurs des deux côtés de la Manche prennent des mesures préventives pour parer à toute éventualité. C'est ainsi que l'administration des douanes et les livreurs de colis engagent des centaines de nouveaux collaborateurs.

La Suisse n'a pas à se faire de tels soucis: elle s'est parée cette semaine pour le «Brexit» et a signé un accord avec la Grande-Bretagne, qui règle le commerce après la sortie des Britanniques de l'UE et qui reflète une grande partie des accords que la Suisse a conclu avec l'UE, tout en assurant le statu quo juridique du commerce, sauf quelques imperfections. Pour Berne, le nouvel accord constitue un succès en politique extérieure, surtout au vu du chantier interminable concernant l'accord-cadre avec l'UE. Il est d'une importance clé sur un plan économique car pour la Suisse, le Royaume-Uni est l'un des plus grands marchés à l'exportation et en 2017, le quatrième partenaire commercial en termes de produits chimiques pharmaceutiques et d'horlogerie. Il en va de même dans l'autre sens: l'accord épargnera aux exportateurs britanniques des millions en frais douaniers. Les Britanniques ont toutefois du mal à conclure des accords similaires avec les autres partenaires commerciaux en dehors de l'UE. A part la Suisse, la Grande-Bretagne n'a conclu à ce jour des accords similaires qu'avec certains partenaires commerciaux plus petits comme le Chili ou Israël.

Perspectives d'inflation ici et là: En Suisse, l'inflation reste à un faible niveau. Les chiffres présentés par l'Office fédéral de la statistique en début de semaine font état d'une hausse de l'inflation de 0,6% en glissement annuel. La hausse des prix a été freinée notamment par les ventes dans le commerce de détail et par les faibles prix de l'énergie. Ce dernier effet devrait se poursuivre les mois à venir, mais à notre avis, pas de pression inflationniste notable en vue dans notre pays cette année. De même pour la zone euro, où nous observons des accords salariaux nettement plus élevés à cause du marché de l'emploi serré par exemple en Allemagne, mais où la spirale salaire-prix n'a pas encore vraiment pris son élan.

Une pression durable sur les prix se fait sentir même aux USA où le taux d'inflation global a stagné en janvier. Toujours est-il que l'inflation sous-jacente, sans les composantes volatiles de l'énergie et des produits alimentaires, est restée stable à 2,2%. La dynamique de l'inflation a même bien augmenté avec un taux annualisé à 3 mois de 2,7%. Dernièrement, les entreprises aux USA se sont mis à répercuter les prix de production haussiers sur les consommateurs, comme le montrent de manière anecdotique la hausse des prix du papier toilette, des produits de nettoyage ou de la levure. A l'avenir, même la main-d'œuvre coûtera plus cher aux entreprises américaines. Les salaires horaires moyens ont continué leur progression à plus de 3%. Nous attendons, au moins aux USA, que des salaires plus élevés finiront par se refléter dans une inflation accrue. Face à ce contexte, nous pensons que la Fed fait tout simplement une pause dans son cycle de hausse des taux pour le moment.

Oliver Hackel, CFA
Responsable Macro & Investment Strategy

Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

www.raiffeisen.ch/web/placer

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale: www.raiffeisen.ch/web/ma+banque

Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres publications Raiffeisen sous le lien ci-après:

<https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/clients-privs/placer/marches-opinions/publications-research.html>

Mentions légales

Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusive. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuels commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.

RAIFFEISEN